



Apply Now ▶

With the BMO Smart Saver Account
Earn 1.0% on balances as low as \$5

Wednesday, April 14, 2010

[Subscriber Services](#)

Weather sponsored by

News Ottawa and Region

[A - D](#) [E - L](#) [M - R](#) [S - Z](#)

The following chart lays out the total number of police calls to Ottawa secondary schools during 2009, and compared to previous stats from 2008 and 2007, which are listed in the brackets.

For statistics at individual schools, use the above navigation in this section. Schools are listed alphabetically and the breakdown of the statistics is presented in identical form for all schools.

Incidents recorded by the Ottawa Police Service during 2009 (2008 and 2007 in brackets):

Type of call for service/incident: 2009 (2008, 2007)

False 911 calls: 241 (204; n/a)
 Mischief: 132 (154; 185)
 Theft: 159 (154; 223)
 Disurbances: 153 (178; 173)
 Suspicious Incident/persons/calls/car: 280 (294; 320)
 Drugs: 112 (171; 117)
 Harassment-Threats: 60 (95; 133)
 Break-in: 36 (43; 41)
 Assault: 137 (127; 139)
 Theft bicycle: 31 (54; 64)
 Sexual assault: 21 (26; 24)
 Theft from lockers: 23 (23; 40)
 Arson: 9 (20; 18)
 Robbery: 10 (11; 14)
 Weapons: 13 (9; 19)
 Fraud/counterfeit: 14 (7; 12)

TOTAL INCIDENTS: 1,431 (1,570; 1,522*)

*Note that 911 false alarms were added to the 2008 and 2009 stats, but were not included in 2007. The statistics were not made available for 2007.

NEWS



LES PARENTS HÉLICOPTÈRES

ON ARRIVE-TU?

Par [Nathalie Prézéau](#) – Semaine du 13 avril au 19 avril 2010

On dit des parents hélicoptères qu'ils sont continuellement en train de planer au dessus de leurs enfants. De haut, ils voient loin et grand pour leur rejetons. Dans le meilleur des cas, ils sont très engagés dans la vie scolaire, très près de leurs enfants et d'excellents conseillers pour les aider à traverser les diverses phases de la vie. Mais il arrive que certains passent de parent engagé à parent obsédé. Ils ne savent plus quand arrêter de pousser, polir, protéger et pouponner leur progéniture. Plusieurs remettent en question cette façon stressante pour tous de jouer le rôle de parent. S'y prend-on de la bonne façon pour élever en bout de ligne des adultes possédant les capacités d'autonomie et d'auto-motivation assurant une vie riche et intéressante en dehors du cocon familial? Des suggestions, quelqu'un?

Un phénomène réel, ces parents hélicoptères?

Il n'y a pas de consensus sur la définition de ce qui constitue un parent hélicoptère mais on sait qu'il transcende les cultures et que le phénomène demeure le privilège de la classe moyenne-aisée ayant les moyens et le temps d'en faire trop. Ceux qui défendent ce style croient qu'il est synonyme de parent responsable et réaliste. Ceux qui sont contre pensent que trop de parents sont passés d'engagés à enragés. On parle maintenant de parents-roi; les enfants-roi se sont reproduits.

On utilise évidemment les cas les plus colorés pour décrire les parents hélicoptères: les mères qui jouent au chauffeur 30 heures par semaine; celles qui rencontrent la directrice pour contester un B dans le bulletin de leur écolier; les parents qui préparent des présentations Power Point pour les travaux de leurs enfants; ceux qui payent des tuteurs à 150\$ de l'heure; la mère outrée qui réalise qu'il n'y a pas de service de réveil pour les élèves en résidence; celle qui appelle le Service aux étudiants de l'université pour savoir qui fera le lavage de son grand garçon...

La pression grandissante des parents très impliqués s'est sûrement faite sentir, sinon comment expliquer l'apparition de services inexistants il y a 30 ans, tel les sites web d'universités américaines qui affichent le lien de Gift University, un site en ligne de livraison de paniers de gâteries, de fleurs ou de gâteaux à envoyer à son enfant en résidence pour souligner son anniversaire, pour l'encourager avant les examens ou encore le féliciter après.

L'université de Rochester a braqué une webcam 24 heures sur 24 sur le «Hi Mom! Balcony» sur lequel les étudiants peuvent s'installer, cellulaire en main, pour appeler leurs parents afin que ceux-ci les voient quand ils se parlent. Plusieurs parents payent d'ailleurs la note des téléphones cellulaires, sous condition que leurs enfants les appellent périodiquement.

S'il n'y avait pas une quantité suffisante de parents s'étant imposés comme amis sur la page FaceBook de leurs enfants, des sites tel www.myparentsjoinedfacebook.com ne verraient pas le jour. (Les visiteurs y apprennent qu'il ne faut jamais montrer à sa mère la page FaceBook de son nouveau chum, sous peine qu'elle prenne l'initiative de lui écrire directement!)

Quels facteurs expliquent cette présence accrue des parents dans la vie de leurs enfants?

Plusieurs facteurs ont certainement contribué au changement du comportement des parents des enfants

de la Génération Y qu'on appelle aussi la génération du millénaire (née entre 1982 et 2001):

- 1) Les parents ont moins d'enfants qu'avant, donc tous nos oeufs sont dans le même panier.
- 2) Les mères, plus éduquées qu'avant, ont eu le temps de débiter leur carrière, puis elles ont importé le mode de gestion corporative dans la famille! (Sont apparues les cartes de visite des bambins à échanger dans les parcs «My people will call your people» pour faciliter l'organisation des séances de jeux.)
- 3) Notre société est obsédée par la perfection. Il faut assurer à nos enfants des dents parfaites, des vacances parfaites, une enfance parfaite, etc. (Ça ouvre la voie à des perles tel le livre *My Beautiful Mommy* pour aider les enfants à comprendre la chirurgie plastique de maman, ou encore le coussin protecteur pour cheveux de bébé, pour éviter que bébé ne soit aussi chauve que papi sur les photos de famille.)
- 4) Le marché du travail est plus compétitif qu'avant, résultat de la globalisation. Pour les parents inquiets, élever des enfants se vit un peu comme un croisement entre le sport de compétition et le développement de produit. Ça donne une société capable de se préoccuper du fait que trop de jeunes enfants veulent devenir princesse, champion de soccer ou pompier. En Angleterre, il s'est donc créé des programmes d'orientation pour les 7 ans afin d'enrayer cette fâcheuse tendance.

Les parents d'aujourd'hui sont-ils si exigeants que ça envers l'école?

Les parents sont définitivement plus exigeants qu'il y a 30 ans. On vit dans un monde de consommation et l'école a suivi. Elle est devenue un service au même titre que les autres, et comme on le sait bien, le client a toujours raison! On arrive en retard; on vient chercher les enfants plus tôt le vendredi pour ne pas rester pris dans le trafic en route pour le chalet. Le choix de lecture ne nous convient pas. On veut moins de devoir; on en veut plus.

Une directrice d'école de Toronto me parlait de la résistance des parents d'enfants d'âge préscolaire à la réintégration de l'apprentissage par le jeu dans la classe: «Ils veulent des devoirs sur papier pour les tout-petits; ça les rassure.»

De plus, nombre de parents éduqués considèrent qu'ils feraient un meilleur travail que les enseignants (quelque chose me dit qu'ils n'ont manifestement jamais fait de bénévolat sur le terrain, dans une classe de plus de 20 élèves).

Autre dommage collatéral quand on se préoccupe trop de notre propre enfant: on finit par en oublier ceux des autres. Lors de réunions de conseil de parents, on entendra des parents se demander par exemple pourquoi on devrait octroyer de l'argent du conseil pour payer le voyage de fin d'année des 6e année alors que plusieurs parents n'ont pas d'enfants à ce niveau. Quand on leur explique qu'il s'agit d'investir dans une tradition de l'école, à laquelle les petits aspireront (un jour leur tour viendra), ces parents comprennent l'aspect collectif de la question, mais ça ne vient pas tout seul.

Pas facile la vie de prof à en juger par le faible taux de rétention des enseignants de niveau élémentaire qu'on remarque un peu partout depuis 2005, au Canada et aux États-Unis. Dans l'Outaouais par exemple, on dit que le tiers des jeunes enseignants quittent la profession dans les 5 premières années de leur carrière! Dans plusieurs états américains, ce ratio monte jusqu'à 50%.

Et quand on fouille un peu plus à fond dans la vaste banque d'articles sur le sujet, le stress occasionné par les interventions des parents et le comportement des enfants en classe sont des causes de départ souvent citées.

Aussi exigeants envers leurs enfants?

Ça, c'est une autre histoire. Il est évident qu'une grande proportion des parents d'aujourd'hui ne savent plus dire non. Je lisais sur un bloque de parents les commentaires d'une mère d'école alternative de Montréal qui écrivait: «Il suffit de faire du soutien en classe le matin pour constater que dans 30% des cas, les enfants sont inaptes à apprendre car ils n'ont pas assez dormi la veille!»

Rappelons qu'on parle ici d'une école alternative, dans laquelle on trouve des parents suffisamment

préoccupés de l'éducation de leurs enfants pour rechercher des solutions en dehors des sentiers battus! Même eux ne savent dire non aux comportements qui nuisent à un bon apprentissage.

Un des maux dont on accuse souvent les parents hélicoptères dans les médias est le fameux agenda surchargé de leurs rejetons dès le plus jeune âge. Cette accusation ne correspond pas à mon observation personnelle. Je connais très peu de parents qui imposent de nombreuses activités à leurs enfants.

Ce que j'observe plutôt, ce sont des adultes qui ne savent dire non à une activité de plus demandée par leur enfant, malgré les coûts impliqués, la gestion du temps, les problèmes de logistique et l'empiétement sur les autres aspects de la vie du parent. Comment dire non quand il y a la possibilité que le prochain cours éveille chez notre enfant une passion qui déterminera le reste de sa vie?

Et ça marche?

Une femme de Boston qui faisait l'éloge du parent hélicoptère attribuait à sa très grande implication dans les divers aspects de la vie de ses filles la belle relation étroite qui les unissait. "Ce que j'aime dans notre relation c'est que lorsqu'elles sont anxieuses ou qu'elles ont des doutes face à une décision difficile, elles savent qu'elles peuvent compter sur moi." Ce à quoi elle a rajouté, pour illustrer la force de cette relation qu'en janvier, l'une de ses filles en résidence l'a appelée 144 fois... Il n'y a que 31 jours dans un mois. Faites le calcul! Comment cette jeune personne apprendra-t-elle l'art de prendre des décisions par elle-même?

En menant une étude auprès de 60 universités et collèges américains, un chercheur de l'Université du Texas, Patricia Somers, a recueilli des données affirmant que 10% des parents rédigent des travaux pour leurs enfants! Qu'advient-il de la notion d'avoir à subir les conséquences de ses actes afin d'apprendre la responsabilisation et l'organisation?

Des suggestions, quelqu'un?

Plusieurs penseurs éclairés jettent un regard neuf sur la question. Plusieurs pistes se pointent à l'horizon, à commencer par *Freakonomics*. Écrit par deux économistes "archéologues" qui ont creusé dans les données statistiquement valables pour extraire des faits étonnants, ce livre porte à réfléchir sur notre façon d'agir en tant que parents. Ils ont entre autre déterminé que faire la lecture chaque jour à nos enfants n'a pas une incidence déterminante sur la performance académique de nos écoliers. C'est contre-intuitif mais les chiffres sont là.

Par contre, on apprend que voir ses parents lire a un réel impact sur un enfant. Vous voyez un peu l'implication? Vous empêcher de lire ce livre que vous rêvez de terminer depuis un mois parce que trop occupée nuit à votre rejeton. Allez tout de suite terminer votre roman, c'est pour son bien!

Carl Honoré, auteur de *Under Pressure: Rescuing Childhood from the Culture of Hyper-Parenting*, remarque que partout où ses recherches l'ont mené, les parents qu'il rencontrait exprimait un même désir sincère, celui de trouver une façon de donner à leurs enfants le temps et l'espace pour être des enfants. (Quand on y pense, nous-même, les parents, ne cherchons-nous pas la façon de nous donner le temps et l'espace pour être des humains à part entière?)

Dans son livre qui fait la promotion du «slow parenting», l'auteur recommande que les parents qui aimeraient y aller plus molos fassent la sourde oreille aux pressions des médias et de leurs pairs qui attisent la peur en eux. Il s'agit de vivre avec nos enfants des moments qui ne tournent pas toujours autour du magasinage, de la gestion d'activités ni de l'étoffement d'un CV. Bref, il s'agit de mieux vivre.

Lenore Skenazy a été nommée l'anti-parent-hélicoptère. Elle est devenue célèbre du jour au lendemain après avoir publié une chronique dans laquelle elle racontait qu'elle avait permis à son enfant de 9 ans de revenir seul à la maison en empruntant le métro de New-York. La violence des milliers de réactions instantanément générées ont indiqué qu'elle avait touché le nerf hyper-sensible des hyper-parents.

Elle a ressenti le besoin d'écrire *Free-range Kids: How to Raise Safe, Self-Reliant Children (Without Going Nuts With Worry)* pour explorer plus à fond son choix d'éducation des enfants qu'elle a appelé «free-range parenting» (les parents qui laissent de la corde). Au nom du gros bon sens, dans l'esprit de *Freakonomics*, elle a voulu s'attaquer aux peurs non-fondées pour aider les parents à focuser sur les

points réellement importants. «Souvenez-vous!» insiste-t-elle. Quelles libertés aviez-vous quand vous aviez leur âge? Quelles erreurs avez-vous faites? Quelles leçons en avez-vous tiré? Pourquoi priver vos enfants de cet apprentissage vital?

Un autre excellent outil à ajouter à notre arsenal de parent: *Mindset: The New Psychology of Success* de Carol Dweck, professeure de psychologie à l'Université Stanford. Malgré son titre, il ne s'agit ni d'un livre de motivation pour gens d'affaire, ni d'un ouvrage new-age. Ce titre regorge de références à des recherches spécifiques menées par l'auteure, qui lui ont permis d'identifier deux types d'état d'esprit qui gèrent nos actions (fixe, ou de croissance).

Concrètement, ce livre permet de décoder les messages qu'on envoie malgré nous à nos enfants. Il démontre que plus souvent qu'autrement, avec les meilleures intentions du monde, nous sommes la source des problèmes que vivent nos enfants. Bonne nouvelle: on peut renverser la vapeur avec quelques trucs concrets.

(Cet article sert de complément à ma chronique Famille diffusée sur les ondes de TFO dans le cadre de l'émission d'actualité *Panorama* du 12 avril 2010. Pour en savoir plus sur le guide Toronto Fun Places, 4th édition, Cliquez ici. Pour consulter les blogues en archives, consultez On arrive-tu?)

© 2009 L'Express. Tout droits réservés.

14 avril 2010 | Le Droit | LOUIS-LOUIS-DENISDENISEBACHER EBACHER
ldebacher@ldebacher@ledroit.ledroit.com com

La SQ priorise autant les petits revendeurs que les têtes dirigeantes

Lutte aux trafiquants de drogue dans les écoles et dans la rue

Le nouveau commandant de la Sûreté du Québec en Outaouais estime qu'il est tout aussi important de frapper contre les petits revendeurs de drogue que les têtes dirigeantes qui les fournissent.

Le commandant Stéphane Raymond maintient le cap dans sa lutte aux vendeurs de drogue dans les écoles et dans la rue. Dès sa nomination, en octobre dernier, le commandant Raymond avait affirmé au Droit qu'il avait bien entendu les inquiétudes des élus et des parents.

Hier, il a rajouté qu'« aller à la tête d'un réseau devient aussi important qu'aller chercher le petit vendeur ».

« C'est important de faire des frappes rapides dans la rue, pour éviter que le petit vendeur continue de vendre aux jeunes », précise le commandant Raymond.

Selon lui, les jeunes sont confrontés plus que jamais aux réalités et aux tentations du monde des stupéfiants. « Dans les Municipalités régionales de comtés, ce sont les vendeurs dans les écoles qui inquiètent », rappelle-t-il.

De récentes enquêtes ont permis l'arrestation de têtes dirigeantes du monde des stupéfiants, comme les opérations Blulette et Croisière. Des enquêtes importantes, souligne-t-il, mais l'impact doit aussi se faire sentir chez les petits vendeurs, pour les décourager de viser les jeunes dans leur commerce.

Relève

Stéphane Raymond sera présenté officiellement comme commandant, aujourd'hui, lors d'une cérémonie au cours de laquelle il recevra les Bâtonnets de commandement. La journée sera aussi l'occasion de souligner les gestes de civisme de citoyens et l'implication de policiers dans la société.

La relève à la direction s'accompagne aussi d'un renouveau chez les agents. C'est pourquoi les jeunes policiers de la SQ en Outaouais devront apprendre à travailler avec les agents plus âgés, indique le commandant.

Stéphane Raymond fait lui aussi partie d'une certaine relève, lui qui vient de terminer ses sept premiers mois à la tête de la SQ en Outaouais. « Un commandant de 41 ans, c'est aussi assez jeune », remarque-t-il.

Le corps de police a beaucoup rajeuni, explique le commandant Raymond, et il est temps pour les plus expérimentés de transmettre leur savoir-faire aux recrues.

« C'est important de le faire, puisque, si on ne le fait pas, on aura des problèmes dans quelques années. »

Dans les années 90, la SQ en Outaouais a été privée de relève, « sept ans sans embauche », rappelle le commandant. Puis la SQ a repris les ouvertures de poste, et les jeunes sont arrivés en masse, faisant baisser la moyenne d'âge du corps policier.

M. Raymond explique qu'un programme de mentorat est nécessaire pour permettre à la relève de développer de bons réflexes. « Les risques concernant la déontologie, le service à la clientèle et les situations complexes doivent être bien compris par les plus jeunes. »

La SQ a récemment rencontré les étudiants en techniques policières du Cégep de l'Outaouais, dans l'espoir d'attirer de nouveaux candidats. La SQ recrute entre 20 et 25 jeunes par année.

Le commandant veut mieux cibler les secteurs routiers les plus à risques de provoquer des accidents. « On doit améliorer la patrouille dans les secteurs ruraux où on retrouve de nombreux véhicules tout-terrain et des secteurs touristiques. »

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

14 avril 2010 | Le Droit | YVES SOUCY ysoucy@ledroit.com

Le bracelet MedicAlert gratuit pour les élèves de la CSCV

Grâce au club Lions de Buckingham

Les élèves des neuf écoles primaires francophones et anglophones des secteurs de Buckingham et Masson-Angers, souffrant d'allergie sévère ou d'un problème de santé, peuvent obtenir gratuitement un bracelet MedicAlert qui permet aux premiers répondants d'accéder rapidement au dossier médical de l'enfant en cas d'urgence.



YVES SOUCY, LeDroit

Magalie Roussel, de l'école primaire Monseigneur Charbonneau, est l'une des 75 élèves de la Commission scolaire au Coeur-des-Vallées qui portent déjà le bracelet MedicAlert. Elle est en compagnie de sa mère Julie Roussel et Richard Besner, du club Lions de Buckingham.

« Aucun enfant oublié »

Le club Lions de Buckingham a versé 12 500 \$ pour implanter dans les écoles de son territoire le programme « Aucun enfant oublié », de la Fondation canadienne MedicAlert et s'est engagé à supporter le projet pour les cinq prochaines années.

L'élève inscrit au programme reçoit un bracelet ou un médaillon sur lequel sont gravés les renseignements médicaux personnels identifiant son problème de santé, un numéro de membre et le numéro de téléphone de la ligne MedicAlert. En cas d'urgence, les premiers intervenants n'ont qu'à composer ce numéro apparaissant au verso du bracelet pour avoir accès au dossier médical de l'enfant pour intervenir rapidement et efficacement.

Il y a huit ans, Julie Roussel a appris que sa fille Magalie avait des allergies. À l'école, tout le personnel a été immédiatement informé de la situation et sait comment réagir en cas d'urgence. Mais si un incident survient à l'extérieur du cadre scolaire, les gens sauront-ils quoi faire si la personne ne porte pas un bracelet MedicAlert pour leur indiquer son problème de santé ?

« Quand j'ai entendu parler du programme MedicAlert, je l'ai inscrit tout de suite. C'est rassurant car à 12 ans, elle commence à partir seul en ballade en vélo avec ses amis ou va faire du camping avec une autre famille. Si j'ai oublié de leur mentionner ses allergies, au moins je sais qu'elle a son bracelet et qu'en cas d'urgence, les gens n'ont qu'à téléphoner au numéro indiqué et ils auront accès au dossier médical de ma fille », souligne Mme Roussel.

Service accessible

Au Canada, 5 % des enfants âgés de 4 à 14 ans éprouvent des problèmes de santé graves, tels que des allergies, l'asthme ou le diabète. Présentement, les parents de 75 élèves des secteurs Buckingham et Masson-Angers ont inscrit leur enfant au programme, mais on estime qu'environ 125 jeunes devraient en bénéficier. Il suffit aux parents de communiquer avec la direction de l'école.

C'est très simple d'adhérer au programme et c'est gratuit. Les parents n'ont pas une tonne de paperasse à remplir. L'école leur remet un dépliant d'information sur lequel on retrouve le numéro de téléphone à composer pour s'inscrire auprès de la Fondation canadienne MedicAlert. On leur posera quelques questions sur le dossier médical de leur enfant et quelques semaines plus tard, ils recevront le bracelet. Les enfants ont même un choix du type de bracelet spécialement adapté pour les jeunes.

« J'espère qu'aucun premier répondant n'aura à utiliser le programme MédicAlert. Mas si ça devait être le cas, et que le programme peut sauver ne serait-ce qu'une seule vie ou éviter de sérieux problèmes à un de nos enfants, alors cet investissement aura valu la peine », conclue Richard Besner, porte-parole du club Lions de Buckingham.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

MARIO BOULIANNE mboulianne@ledroit.com

À SURVEILLER: La Chorale Gospel Outaouais invite les gens de 90 ans et plus à une fête gospel, le dimanche 23 mai, à la cathédrale Saint-Joseph de Gatineau.



Un coup de génie pour la SRC

Comme le dit si bien mon patron: «aujourd'hui, on a un concept».

Une émission qui a bercé plusieurs générations et qui fera un retour sur les ondes.

Et le concept du jour dans cette page est la télé. On débute avec émission qui a bercé plusieurs générations et qui fera un retour sur les ondes dans une toute nouvelle formule. Il s'agit de *Génies en Herbe*. Le concept original était de

mettre en compétition de jeunes génies de plusieurs écoles secondaires francophones du Canada.

On questionnait les jeunes sur différents sujets.

Des sports aux arts en passant par la politique, les sciences et la géographie.

Je me souviens très bien de la version animée par Michel Picard, le chef d'antenne au Téléjournal Ottawa-Gatineau de Radio-Canada. Même le groupe Rock et Belles Orelles en a fait une parodie plutôt tordante. En 2010, Radio-Canada dépous-

sière cette émission pour la mettre au goût des années 2000. *Génies en Herbe: l'Aventure* sera une émission d'une heure qui s'articulera autour de quatre équipes de quatre joueurs représentant les grandes régions du pays, soit l'Ouest, l'Ontario, le Québec et l'Atlantique.

Ces équipes parcourront le Canada d'un océan à l'autre tout au long de la série.

Chacune des 15 émissions comprendra un défi permettant aux jeunes et aux téléspectateurs de mieux connaître la région visitée, ainsi qu'une joute interactive où les concurrents mettront à l'épreuve leur culture et leur logique, dans l'esprit de la for-

mule originale.

Les jeunes aspirants concurrents seront soumis à un processus de sélection en trois étapes. On y mesurera non seulement leur mémoire et leurs connaissances, mais aussi leur degré d'initiative et leur capacité à travailler en équipe. Ils devront également bien se comporter dans le contexte d'une émission télévisée.

Le recrutement des concurrents s'est amorcé la semaine dernière auprès des élèves de 4^e secondaire ou de 10^e année de partout au pays, et se conclura le dimanche 2 mai.

Les jeunes intéressés sont invités à compléter dès mainte-

nant le formulaire d'inscription à l'adresse Radio-Canada.ca/geniesenherbe.

Les conditions d'admissibilité et tous les renseignements pertinents y sont également disponibles.

Les aspirants concurrents peuvent aussi échanger dès maintenant sur la page Facebook de *Génies en herbe*.

Quand je vous disais que cette nouvelle mouture était à la page, tous les outils disponibles sur le Web sont donc utilisés à bon escient. J'ai également hâte de voir les défis que devront relever les jeunes participants à l'extérieur des studios, dans les villes visitées.

» EN BREF

DE LA RADIO À LA TÉLÉ

Sheila Fournier et Martin Grenier, les deux animateurs de l'émission *Le Retour Juste pour le fun*, au 104,7 FM, ont fait le saut à la télé dans une émission de 30 minutes, diffusée sur Vox.

Au cours de cette émission, Sheila et Martin reçoivent des gens de la région ou d'ailleurs pour des entrevues détendues et très intéressantes.

Lundi, l'invité était le globe-trotter Jadrino Huot, qui racontait ses voyages autour du monde et ses aventures. La curiosité de Martin jumelée à l'humour et l'érudition de Sheila font de cette émission, les *Entrevues Juste pour le fun*, un moment de télévision très intéressant.

Ces 30 minutes de rencontres sont diffusées dans le cadre de *Libre accès*.

TOUS POUR SYLVIE

C'est une Gatinoise, Sylvie Brazeau, qui tentera de franchir toutes les étapes relatives à la vie et l'œuvre de Janette Bertrand dans le cadre de l'émission *Tous pour Un*, ce soir à 21 h, à Radio-

Canada.

M^{me} Brazeau travaille au bar du Casino du Lac-Leamy depuis une dizaine d'années. Passionnée de jeux télévisés, elle a toujours voué une grande admiration aux concurrents de *Tous pour Un* et rêvait de faire comme eux si un sujet l'allumait suffisamment.

L'autobiographie de Janette Bertrand est le dernier livre que sa mère a entrepris dans sa vie. Elle est décédée avant de pouvoir le terminer. Sylvie a gardé le livre, en se disant qu'elle poursuivrait un jour cette lecture pour sa mère. Elle a non seulement terminé le livre, mais elle l'a étudié à fond ainsi que l'œuvre de M^{me} Bertrand, au point de remporter les deux épreuves de sélection.

Elle relèvera, ce soir, le défi des étapes proposées par l'animateur Francis Reddy.

RELÈVEREZ-VOUS LE DÉFI?

L'équipe de Leucan Outaouais lancera, mardi prochain, le Défi têtes rasées. La présidence d'honneur de cette grande vague de solidarité est nul-

autre que Hugo Girard alors que Mathieu Jodoin-Ménard agira à titre de porte-parole.

Le lancement aura lieu au Loft Coiffure, sur la Promenade du Portage. D'ailleurs, l'équipe du Loft a recruté quelques braves qui se feront raser afin de bien lancer le défi.

Depuis 10 ans, le Défi têtes rasées Leucan est le plus important événement de la province où les gens se font raser en signe de solidarité envers les enfants atteints de cancer. Pour plus d'information sur le Défi têtes rasées, visitez le site tetesrasees.com.

CONCOURS DE BAND UNDERGROUND

Le pub de quartier Le Oü... Quoi!, situé dans le secteur Vieux-Hull, tient la deuxième saison de l'événement *L'arrière scène, ton concours de band underground*.

Cet événement permet à tout chanteur ou formation musicale de la région d'offrir une prestation sur scène dans un contexte professionnel.

Pour les cinq prochaines semaines, trois artistes ou groupes prendront la scène chaque lun-



UNE BELLE SURPRISE

La Fondation Zach a fait une autre belle surprise à un jeune de la région. La semaine dernière, Zach et ses amis ont remis un appareil Fréquenceur à Mélissa Chrétien, une jeune gatinoise atteinte de fibrose kystique. Ce genre d'appareil coûte environ 8000 \$ et la fondation permet ainsi à Mélissa d'obtenir un outil qui lui permettra d'améliorer ses conditions de vie. Depuis quelque temps, cette fondation offre des vestes thérapeutiques ou d'autres équipements à des enfants atteints de fibrose kystique. Sur la photo, Christine Gingras, Mélissa Chrétien, Cassandra Labrie, la sœur de Zach, Sylvie Labrie, la mère de Zach et Denise Chrétien, la mère de Mélissa.

di dès 20 h afin de faire valoir leur créativité au public et ainsi, gagner leur vote. Le concours a débuté lundi dernier avec Antoine Caron et son Orkess, El Dorado et

Second Chance.

Ce concours est présenté par TAG RadioX et pour en savoir plus, communiquez avec Isabel Thériault au isabel@baruquoi.ca.

LEDROIT, LE MERCREDI 14 AVRIL 2010

LE DROIT VOUS INVITE À PARRAINER UN BÉNÉVOLE

Faites votre part : parrainez un voisin, un ami ou une cousine qui sera bénévole aux Jeux... Regroupez-vous en récoltant à coup de 5 \$, 10 \$ ou 20 \$ le montant de 100 \$ requis pour le parrainer durant la Finale. Votre bénévole portera durant ses heures de bénévolat un macaron pour remercier son parrain.

Mon
bénévole
à moi... !

www.jeuxduquebec.com

100 \$ Je parraine un bénévole !

Nom du parrain : _____
 Nom du bénévole à parrainer* : _____
 Adresse postale : _____
 Numéro de téléphone : _____
 Courriel : _____

MODE DE PAIEMENT :
 Carte de crédit : Amex Visa MC
 Titulaire de la carte : _____
 Numéro de la carte : _____
 Date d'expiration : _____
 Signature : _____

ou chèque au nom du COFJO - Gatineau 2010.
 *Si vous connaissez une personne que vous voulez parrainer.

membership officer

DesJardins

Gatineau 2010
45^e FINALE
 Jeux du Québec

www.jeuxduquebec.com

S.V.P. DÉCOUPER ET ENVOYER À :

ADRESSE POSTALE : Maison des Jeux Bell
 C.P. 1970, succursale Hull
 Gatineau (Québec) J8X 3Y9

Du 29 juillet au 6 août 2010, célébrons l'excellence à Gatineau !

14 avril 2010 | Le Droit | Agence France-Presse

Twitter se met à la publicité

Après quatre ans de croissance exponentielle

NEW YORK – Le service de microblogs Twitter a levé le voile hier sur sa stratégie pour gagner de l'argent, basée sur la publicité, après quatre années de croissance exponentielle qui lui ont permis de devenir l'un des sites Internet les plus fréquentés au monde.

Progressivement Twitter va intégrer à ses flux de microblogs des « Tweets promotionnels » (promoted tweets), payés par des annonceurs, dont l'impact pourra être multiplié si ses utilisateurs les rediffusent à leur tour. Ces messages « seront payés par des entreprises ou des organisations souhaitant se mettre en avant auprès d'un groupe plus large d'utilisateurs », a expliqué la start-up californienne sur son blog.

Parmi les premiers annonceurs à utiliser ce nouveau support figurent la chaîne de distribution d'électronique grand public Best Buy, la boisson énergisante Red Bull, le studio de cinéma Sony Pictures, la compagnie aérienne Virgin America et les cafés Starbucks.

Créé en 2006, Twitter, qui permet d'afficher et consulter des messages de 140 caractères maximum, avait jusqu'à présent choisi de grandir rapidement, jusqu'à revendiquer plusieurs dizaines de millions d'utilisateurs dans le monde, sans se soucier de gagner de l'argent.

Ce développement, basé sur la conviction qu'il fallait « optimiser la valeur (du site) avant les bénéfices », comme l'a souligné le cofondateur Biz Stone hier, lui a permis de drainer des financements importants la valorisant à plusieurs centaines de millions \$.

Mais jusqu'à présent, la seule source de revenus connue de Twitter était les accords conclus à l'automne avec les moteurs de recherche Google et Bing (Microsoft), qui référencent son flux dans leurs pages de résultats.

Plusieurs sociétés et organisations utilisent déjà Twitter pour diffuser des messages gratuits. Elles pourront désormais payer pour que leurs messages s'affichent automatiquement en tête d'une recherche par mot-clé sur Twitter.

Ciblage publicitaire

La question est de savoir si les internautes en voudront à Twitter d'intégrer des messages publicitaires ayant exactement l'allure d'un tweet habituel, seulement accompagné de la discrète mention « payé par la société X ».

C'est une décision « qui va probablement mettre en colère ceux qui s'inquiètent du respect de la vie privée et du ciblage des messages publicitaires basé sur l'étude du comportement », estimait mardi l'analyste financier Douglas McIntyre, du site 247WalSt.com. « Les membres (de Twitter) pourraient même se retourner contre les annonceurs, ce qui serait contre-productif ».

Mais pour l'analyste Josh Bernoff, du cabinet de marketing Forrester Research, « de tous les endroits où Twitter pourrait mettre de la publicité, c'est ce qu'il y a de moins gênant et de plus efficace. Les gens ne vont pas désertir Twitter à cause de ça – et c'était inévitable : la technologie a besoin de revenus ».

M. Bernoff prévoit également que ce nouveau type de publicité sera très efficace, grâce à la possibilité de coller au mieux aux intérêts des internautes en exploitant le système de mots-clés. Et l'impact de ce vecteur de publicité sera rentable, assure-t-il, car « les utilisateurs de Twitter sont très influents ».

M. Bernoff évalue à 100 millions \$ les recettes annuelles que peut espérer Twitter grâce à ce système, tandis que Douglas McIntyre parie sur des ventes de 150 à 200 millions \$ par an.

Paradoxalement, l'annonce de ce plan de développement commercial intervient alors que certains estiment que Twitter est déjà en déclin : selon le cabinet Comscore, il a drainé 73,5 millions de visiteurs uniques en janvier, mais 69,5 millions seulement en février (derniers chiffres disponibles).

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

14 avril 2010 | Le Droit | JUSTINE MERCIER jmercier@ledroit.com

Une centaine d'élèves devront changer d'école

Commission scolaire des Draveurs

Aux prises avec une surpopulation dans ses écoles primaires de Cantley, la Commission scolaire des Draveurs (CSD) se voit dans l'obligation de déplacer une centaine d'élèves une dizaine de kilomètres plus loin.

L'école de la Rose-des-Vents, ouverte en 2006, devait soulager l'école Sainte-Élisabeth qui ne suffisait plus à répondre à la croissance démographique à Cantley. Quatre ans plus tard, les deux écoles son surpeuplées.

L'école Massé, qui est la plus près, ne peut accueillir de nouveaux élèves. Quarante-sept élèves de l'école Sainte-Élisabeth seront donc transférés en septembre vers l'école de Touraine (Georges-Étienne-Cartier), tandis que 56 élèves de l'école de la Rose-des-Vents prendront le chemin de l'école Le Petit Prince, dans Côte d'Azur.

« Ce n'est jamais de gaieté de coeur qu'on déplace des élèves, mais il faut trouver un endroit pour leur offrir une éducation de qualité », a indiqué le président de la CSD, Julien Croteau.

La CSD s'attend à ce que ces changements déplaisent à certains parents. Une rencontre d'information est d'ailleurs prévue ce soir, à 19 h, à l'école de la Rose-des-Vents, pour les familles touchées.

Une demande a été soumise au ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS) pour la construction d'une nouvelle école d'environ 400 places près de la limite séparant Cantley et Gatineau, mais la CSD attend toujours une réponse.

« On a bel et bien reçu une demande, mais c'est toujours sous analyse pour le moment », a indiqué hier la porte-parole du MELS, Ahissia Ahua.

Le besoin est pourtant criant selon M. Croteau. « Pour les quatre prochaines années, le manque de places va en s'accroissant et se comptera par centaines. »

Vente de l'édifice Bruyère

La commission scolaire pourrait être tentée d'utiliser les revenus provenant de la vente de l'édifice Bruyère, qui hébergeait auparavant le Centre L'Escale, pour financer elle-même une partie de la construction d'une nouvelle école primaire.

La CSD doit cependant obtenir l'autorisation ministérielle pour vendre l'édifice à un prix inférieur à son évaluation foncière en raison des nombreuses réparations que le bâtiment requiert. L'offre d'achat la plus généreuse reçue par la CSD s'élève à 1,3 million \$, alors que l'immeuble est évalué à 1,6 million \$.

En obtenant une autorisation ce printemps pour la construction d'une nouvelle école, la CSD pourrait espérer qu'elle soit prête pour la rentrée 2011.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

L'ONTARIO PLUS ACCOMMODANT QUE LE QUÉBEC SUR LE NIQAB ET LA BURQA?

NATIONAL

Par [Guillaume Garcia](#) – Semaine du 13 avril au 19 avril 2010



Photo tirée d'un catalogue en ligne de vêtements musulmans.

En novembre dernier, une jeune femme d'origine égyptienne était expulsée de son cours de français au Cégep Saint-Laurent, au Québec, parce qu'elle refusait de retirer son niqab. S'inscrivant dans un nouveau cours, elle se faisait une nouvelle fois expulsée sur ordre de Québec. Depuis, le débat sur le port du niqab et de la burqa dans certains espaces est revenu sur le devant de la scène avec l'appui du gouvernement et de la société. La province n'est pas la première entité administrative à se saisir de ce sujet plus que houleux, avant elle plusieurs pays ont déjà légiféré en faveur de l'interdiction de porter ces signes religieux. Pour l'instant l'Ontario reste à l'écart du débat et tend à se montrer le plus flexible possible, mais en sera-t-il toujours de même?

L'information s'est répandue dans tous les médias, TV, radio, journaux, Internet: la jeune femme qui avait été expulsée de sa classe de francisation vient de se faire re-expulsée sur ordre du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles.

Pour Yolande James, la ministre, le verdict est sans appel: «On lui a très bien indiqué qu'elle ne pouvait assister au cours de français le visage couvert. On doit voir le visage de la personne lorsqu'elle veut assister au cours de français. Il n'y a pas de compromis là-dessus.»

Le ministère précise également ne pas vouloir en rester là afin de ne plus avoir à régler ce genre de situation au cas par cas.

Depuis, la jeune femme a porté plainte auprès de la commission des droits de la personne du Québec, qui devra statuer dans les prochains mois. De son côté le gouvernement a déposé un projet de loi le 24

mars dernier introduisant des balises et des limites précises aux demandes d'accommodement raisonnable dans l'administration publique.

La disposition principale indique: «*Est d'application générale la pratique voulant qu'un membre du personnel de l'administration gouvernementale ou d'un établissement et une personne à qui des services sont fournis par cette administration ou cet établissement aient le visage découvert lors de la prestation des services. Lorsqu'un accommodement implique un aménagement à cette pratique, il doit être refusé si des motifs liés à la sécurité, à la communication ou à l'identification le justifient.*»

Peu avant, la Commission des droits de la personne avait statué que la Régie d'assurance maladie du Québec ne devait pas proposer d'accommodements spéciaux à une femme refusant de dévoiler son visage.

Qu'en pensent les Canadiens?

Le contexte semble favorable au projet de loi du gouvernement du Québec puisque selon un sondage Angus Reid, 95% des Québécois et 80% des gens du reste du Canada seraient en faveur de la proposition. Le gouvernement libéral québécois a, de plus, reçu l'appui du premier ministre conservateur fédéral Stephen Harper chef du parti libéral du Canada Michael Ignatieff.

Les Ontariens soutiendraient en grande partie le projet de loi québécois, même si la Commission des droits de la personne de l'Ontario reste frileuse à se prononcer sur la situation.

Si elle s'intéresse de près au sujet, «par curiosité», le fait que le gouvernement du Québec se soit prononcé très clairement en faveur des institutions qui ont expulsé la jeune femme de leurs cours, pose un problème de jugement à la commission des droits de la personne de l'Ontario.

«On a déjà eu des cas semblables de discrimination, mais on n'est pas au courant d'une situation où le gouvernement a appuyé le geste», précise Pascale Demers, des communications de la Commission. On peut citer en exemple le cas d'une femme qui avait porté plainte pour pouvoir témoigner en cours de manière voilée et qui avait reçu l'aval de la commission des droits de la personne de l'Ontario.

Travailler en médiation

En porte-parole de la Commission, elle explique aussi que faire une loi ne veut pas dire que tout se termine là. «On ne peut pas savoir ce qui va se passer», avance-t-elle. En Ontario, il y a déjà eu des cas de plaintes pour une interdiction de porter le hijab à l'école, le turban sur des chantiers, dans la police. La plupart sont résolues avant d'aller au tribunal, par simple médiation.

La Commission met en avant le fait qu'un cas de discrimination ne peut se justifier que par des raisons financières, sanitaires ou sécuritaires. Par exemple, un employeur pourrait refuser d'employer des sikhs sur son chantier s'ils refusent d'ôter leur turban pour mettre un casque. Cela pose un problème de sécurité.

Sans vouloir trop s'avancer, la Commission semble dire que le nombre de plaintes pour discrimination pourrait augmenter si de plus en plus de femmes sont victimes de ce genre d'abus. Il faut noter le biais évident d'analyse dans ce discours: on dit que les plaintes augmenteraient proportionnellement à la discrimination, plutôt que dire: le nombre de plaintes serait multiplié par le fait que de plus en plus de femmes sont voilées et qu'elles rencontreront le même genre de réticence de la part d'employeurs ou de fournisseurs de services.

Pour le moment l'Ontario reste très flexible dans ses mesures d'adaptation (le terme ontarien désignant ce que les Québécois appellent les accommodements raisonnables). Le plaignant sort souvent vainqueur du tribunal en Ontario.

Le choc des cultures

Comment travailler avec des personnes dont la religion est partie prenante de leur vie? Présidente d'Oasis centre des femmes depuis l'an passé, Nathalie Fave a bien voulu répondre à nos questions et développer son point de vue, professionnel et personnel. «Les accommodements raisonnables, c'est un

équilibre entre la liberté et les devoirs. Entre le droit individuel et le droit collectif. À Oasis, on a une certaine éthique qui se rapproche d'une gestion féministe, on gère ça avec une grande facilité.»

Selon elle, en Ontario il y aurait un consensus dans la communauté. «L'Ontario est ouverte au dialogue interreligieux et culturel.» Malgré tout, il existe encore bel et bien des milieux «conservateurs» où il est difficile pour les organismes comme Oasis centre des femmes de trouver des emplois à sa clientèle.

Nathalie Fave rappelle que le débat sur le voile, le niqab et la burqa (entre autres) résulte du dilemme qui touche la société occidentale et qui entraîne un repli identitaire. «On a peur de l'évolution et de la perte de l'identité.»

Une question de religion

Elle explique la situation québécoise par une différence de société, de religion et de vécu. Le Québec, catholique, minoritaire, serait plus réactionnaire, plus prompt à vouloir sauvegarder sa culture. Ils ont appris à dire stop, à revendiquer. On crève l'abcès, mais il y a une radicalisation des propos. L'Ontario, protestant serait, quant à lui, adepte du politiquement correct et préfère faire semblant, éviter les conflits que débattre la vérité. «Dans tous les cas on aboutit à la même absurdité», avance Nathalie Fave.

Son discours prône une ouverture d'esprit, une tolérance de l'autre. Une solidarité globale et non simplement communautaire, une réflexion sur l'immigration qui va au plus profond des questions. «Par exemple sur les quotas d'immigrants, on les sélectionne en fonction des diplômes, mais ils ne sont même pas reconnus ici», rappelle-t-elle.

La jurisprudence canadienne

Au niveau du jugement de l'affaire de la jeune femme d'origine égyptienne, plusieurs craignent que la Commission québécoise des droits de la personne ne puisse proposer un jugement favorable aux établissements scolaires du fait des balises de jurisprudence de la Cour suprême du Canada, celles-là mêmes qui avaient invalidé la décision de la CDPDJ de juger «que la pratique d'accommodement ayant cours à la SAAQ (qui permettait à certains bénéficiaires de demander, pour des motifs religieux, de ne pas passer leur test de conduite avec un évaluateur de sexe opposé) constituait un accommodement déraisonnable», selon Louis-Philippe Lampron, professeur assistant en droits et libertés de la personne à Université Laval.

On voit bien qu'il reste quelques problèmes juridiques à régler pour le Québec s'il veut légiférer de manière autonome et ne pas voir ses lois invalidées par la Cour suprême.

AILLEURS:

En **Malaisie**, les fonctionnaires des services publics ne peuvent travailler habillés d'un voile recouvrant leur visage.

En **Tunisie**, les voiles islamiques ont été bannis de l'espace public en 1981.

En **Turquie**, le port des voiles islamiques a été banni des universités depuis plusieurs décennies.

En **Égypte**, plusieurs cas ont été portés sur la place publique, mais les projets de loi du gouvernement concernant le port du voile dans certains services n'ont jamais été appliqués. L'Université du Caire a tenté d'interdire le voile islamique en son sein, mais devant les remous causés l'interdiction, a été levée.

En **France**, le gouvernement a interdit en 2004 tout port de signes religieux ostentatoires dans les établissements scolaires publics. Un rapport parlementaire recommande l'interdiction du voile intégral pour l'accès aux services publics.

En **Belgique**, les députés ont voté mercredi 31 mars pour une loi qui prévoit l'interdiction totale du voile intégral, avec possibilité de peines de prison. Il faut maintenant que la loi soit votée en séance plénière au parlement.

High school diploma enough for Quebec teaching job

MONTREAL — Quebec schools have hired at least 53 people in the past eight months to teach even though all they have is a high school diploma, QMI Agency has learned.

Data obtained from the education ministry show 1,898 people who don't hold a teaching licence have been hired as teachers since the start of the school year. Quebec is facing a severe

shortage of teachers. While the numbers aren't as bad as the 2008-09 school year, when 2,400 unqualified teachers were hired — 94 of whom only had a high school diploma — the president of the Quebec

Federation of School Principals says it's still an issue.

"The problem remains unsolved," Chantal Longpre said.

She said she believes principals often have no choice

but to turn to unqualified teachers.

"As principals, we must ensure the presence of an adult in the classroom," she said.

— QMI Agency

Jan 2010